Entretien Boulevard Voltaire

• À en croire un numéro de votre revue, *Éléments*, si le catholicisme du XX[e] siècle a vidé les églises, au moins aura-t-il empli les idées, notre monde étant constitué d'idées chrétiennes, non point devenues « folles », pour reprendre l'expression de G.K. Chesterton, mais « laïcisées ». Le diagnostic tient-il toujours la route ?

Il a en tout cas été porté de longue date. L'avènement de la modernité se confond avec un mouvement de sécularisation qui doit s'envisager de façon dialectique. D'un côté, la religion perd sa place sociale et son rôle politique, désormais rabattu sur la sphère privée. De l'autre, les valeurs et les concepts chrétiens ne disparaissent pas ; ils sont seulement retranscrits dans un langage profane. C'est en ce sens que la modernité reste tributaire de la religion. Le très catholique Carl Schmitt disait que « tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'Etat sont des concepts théologique sécularisés ». Il faisait lui-même un parallèle entre monarchie et monothéisme, entre déisme et constitutionnalisme (« Le Dieu tout-puissant est devenu le législateur omnipotent »). Karl Löwith et bien d'autres ont montré de leur côté que l'idéologie du progrès reprend la conception linéaire et finalisée de la temporalité historique qui, dans le christianisme, a remplacé la vision cyclique des Grecs : le bonheur remplace le salut, le futur se substitue à l'au-delà. L'idéologie des droits de l'homme tire pareillement son origine de l'idée chrétienne d'une égale dignité de tous les hommes, membres d'une famille unique. Les notions mêmes de sécularité et de laïcité appartiennent à la terminologie chrétienne. C'est la raison pour laquelle Marcel Gauchet a pu définir le christianisme comme la « religion de la sortie de la religion ».

• Vous n'êtes pas spécialement connu pour hanter les églises, mais, à titre personnel, que vous inspire le pontificat de Benoît XVI ?

Benoît XVI a été dans son rôle. Il a beaucoup fait pour rapprocher les chrétiens des juifs. Il a dénoncé le « fondamentalisme islamique », sans préciser toutefois que ce sont surtout les musulmans qui en sont les victimes. Avec le *motu proprio* qui a réhabilité la messe traditionnelle, il a tenté sans grand succès de ramener les traditionalistes dans le giron de l'Eglise. Pour le reste, il est toujours comique de voir les médias lui reprocher de n'avoir pas été plus « en phase avec son époque », comme si la doctrine de l'Eglise (à laquelle nul n'est obligé d'adhérer) était une sorte de programme politique qu'on

pourrait infléchir au gré des circonstances. Il est curieux également qu'aucun de ceux qui le présentent comme un « conservateur », que ce soit pour s'en féliciter ou pour le déplorer, n'ait rappelé que dans l'encyclique *Caritas in veritate* (2009) il s'était explicitement prononcé pour l'instauration d'un gouvernement mondial : « Il est urgent que soit mise en place une véritable Autorité mondiale, telle qu'elle a déjà été esquissée par mon Prédécesseur, le bienheureux Jean XXIII [...] Le développement intégral des peuples et la collaboration internationale exigent que soit institué un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale de type subsidiaire pour la gouvernance de la mondialisation » (§ 67).

• Allons court : en 2013, une chrétienté bousculée par l'islam et, surtout, par un monde de plus en plus sécularisé, a-t-elle quelque chose à apporter à une humanité tendant à perdre le sens du sacré ?

Je fais partie de ceux qui pensent que le sens du sacré ne se perd jamais totalement : la production d'une individualité collective est déjà de nature religieuse. Même sur le plan politique, le sacré est une composante inéliminable du pouvoir dans la mesure où le pouvoir met en jeu le problème de la vie et de la mort. Toute époque a ses zones de sacré. Pour savoir ce qui est aujourd'hui sacré, cherchez ce qui est tabou. La chrétienté, qui n'a pas le monopole du sacré, est aujourd'hui menacée par l'individualisation et, surtout, la privatisation de la foi. Pour retrouver une visibilité publique et en finir avec la relégation du fait religieux dans la sphère de la conscience privée, l'Eglise s'appuie sur l'émergence de la « société civile ». On l'a bien vu avec la mobilisation des familles catholiques contre le mariage gay. Pour continuer d'avoir un impact sur une société sécularisée, l'Eglise se pose en autorité morale, en experte ès affaires humaines, voire en marqueur identitaire. Cela n'empêche pas qu'il n'y a plus que 5 % de pratiquants en France et que l'âge moyen des prêtres est de 75 ans. On ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là quelque chose qui touche à sa fin.